

CIBLE

Chômages

L'augmentation du chômage en septembre (+ 0,4 %) n'est pas une mauvaise nouvelle... parce que le chômage n'augmente pas vraiment ! Telle est la fine dialectique qui permet au ministre du travail de rester dans la ligne de l'optimisme officiel.

De fait, M. Michel Giraud nous a benoîtement expliqué que le nombre des chômeurs s'est accru parce que de nouvelles arrivées sur le marché du travail provoquent une augmentation du nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE. Ce qui, figurez-vous, empêche la baisse immédiate du chômage. Autrement dit, nous devons désormais distinguer le nombre des chômeurs (qui croît ou décroît) et le chômage en tant de tel (qui tend à la baisse).

Par cette grosse malice, M. Giraud voudrait masquer l'échec de la politique gouvernementale, et la malhonnêteté morale du patronat qui a empoché des dizaines de milliards sans consentir à l'effort nécessaire. Mais les sophismes du ministre ne font que révéler le désarroi qui règne au gouvernement. Et ces Messieurs n'ont pas fini d'en voir !

Gaullisme

Lettre ouverte à Jacques Chirac

Charles

Les audaces d'un prince

p. 6/7

Foulards

L'intolérance d'État

p.3

Pour une politique de la ville

Peut-il y avoir une politique de la ville sans une participation citoyenne des différents acteurs ? Il semble bien que non. Pour que les réalisations fassent réellement partie du quotidien, il faut que les habitants du quartier, et au-delà, ceux de la ville se les approprient. Pour ce faire, il existe de multiples voies de citoyenneté pour les quartiers dits difficiles.

Si les élus locaux n'ont pas un rôle exclusif dans le développement des politiques de la ville, ils n'en ont pas moins une place primordiale, notamment au niveau décisionnel. La décentralisation a élargi leur domaine de compétence en leur attribuant l'école primaire et l'urbanisme auxquels s'ajoutent les « anciens » domaines qui leur étaient traditionnellement attribués : le maintien de l'ordre et de la salubrité publique. Ils ont donc un levier d'action important et proche des habitants.

Il est aujourd'hui couramment admis qu'une telle politique ne peut se réduire au traitement isolé d'un ou deux endroits « difficiles » mais qu'elle doit se concevoir au niveau d'ensemble de la commune. Il s'agit bien sûr d'aider les plus démunis, de rendre humains des quartiers dévalorisés mais aussi de tisser des liens entre eux et le reste de l'agglomération. Ces liens sont



très divers : amélioration des transports pour désenclaver les quartiers et les rapprocher du centre, animations, lieux de rencontre entre les habitants des différentes cités, ...

La mairie est donc un acteur incontournable de cette politique. Jean-Marie Delarue, ancien délégué ministériel à la Ville et au Développement Social Urbain, remarquait que « vouloir améliorer la situation des cités contre l'opinion du maire est un exercice vain ». Mais si les élus locaux ont un pouvoir incontournable, les associations ont un rôle d'initiative important. « Aux côtés de l'État et des élus, les associations constituent le troisième partenaire

fondamental de la politique de la ville » (1).

Poursuivant des buts très variés (défense des locataires, clubs sportifs, entraide, action culturelle) les associations sont nombreuses et il existe un réel tissu associatif dans les cités. Si l'on peut parfois regretter leur mise sous tutelle par les autorités municipales, il n'en reste pas moins que leur rôle est important pour la politique de la ville. Les associations ont cet avantage sur les offices municipaux de garder leur capacité d'innovation et d'initiative et de ne pas se recroqueviller sur de simples objectifs gestionnaires. Les militants associatifs participent ainsi à leur manière à la vie municipale.

pale.

La fonction sociale des associations est différente selon le but qu'elles poursuivent. Souvent très proche des habitants, elles remplissent les conditions de proximité et de souplesse nécessaires à un contact constant entre les différents acteurs de la politique de la ville (collectivités locales, habitants, ...).

Sur le terrain de la lutte contre l'exclusion, les associations sont un outil privilégié. La présence humaine permet de voir réapparaître des liens sociaux, très souvent distendus voire rompus, avec ceux qui commencent à être, ou sont déjà, en marge de la société. Par leur existence même, elles recréent des liens de solidarité. « Le mouvement associatif trouve aujourd'hui sa raison d'être dans ce défi majeur de notre temps qui est dans les sociétés développées, la lutte contre la misère et le chômage mais aussi la conquête du collectif désintéressé, une des faces de la politique de la ville, celle qui permet de mieux vivre dans un espace donné » (1).

Une véritable politique de la ville ne peut réussir sans l'implication des habitants des quartiers. De part leur nature, les associations peuvent très facilement trouver des solutions innovantes aux problèmes rencontrés. Ces réponses nouvelles doivent être prise en compte par les élus et servir à enrichir le débat. Pour cela associations et élus doivent travailler en coordination tout en respectant les limites qui leur sont fixées et sans empiéter sur le domaine de leurs partenaires. La restauration du tissu social est à ce prix. L'enjeu est de taille !

Philippe ETHUIN

(1) Après demain n° 359.

Et pour quelques foulards de moins...

Quelles mouches ont donc piqué François Bayrou pour qu'il ranime, un mois après une rentrée tranquille, la « guerre du foulard » ?

Est-ce le petit nid de guêpes syndical que les arrêts du Conseil d'État et les accommodements de Lionel Jospin horripilent ? Ou bien l'essaim rageur de frelons populistes qui butine les travées du pauvre Palais Bourbon ? A moins que ce ne soit le bourdon noir de la place Beauvau... Qu'importe l'espèce, le fait est, qu'à nouveau, une nuée de taons vengeurs s'abat sur des gamines, coupables d'arborer le voile fétiche de l'islamisme.

Quoiqu'il soit incongru de se citer, invitons le lecteur à piocher dans sa collection le n° 524 de *Royaliste* du 13 novembre 1989. Au diagnostic porté à l'époque, lors de l'affaire de Creil, - « les foulards et le refoulé » - il n'y a rien à redire, et ce constat est une grave désillusion. Faute d'approfondir sa laïcité républicaine, il semble que la France, après une rémission, accepte sans nausée sensible qu'on lui resserve les mêmes plats, refroidis par la peur, l'ignorance, et le cynisme étrié de ses gouvernants.

Il était pourtant clair que cette querelle de chiffons aux dépens de quelques collégiennes était l'exutoire d'angoisses d'un tout autre ordre. Xénophobie rampante ou arrogante, diabolisation des signes de la différence, détournement d'impuissances civiques et gouvernementales en rite de lynchage, fût-ce d'enfants, tout ce magma psychique refoulé, aliénant, exigeait du

politique qu'il cerne les enjeux véritables et édicte les règles opportunes. Ce que Jospin avait discrètement tenté, Bayrou le torpille sous les acclamations. Accablés de l'échec, nous sommes presque seuls à dénoncer la régression.

Les enjeux restent les mêmes : l'attitude de la nation à l'égard de ses hôtes maghrébins et africains et de ses naturalisés récents. Le sort de ces concitoyens, infériorisés par leur déracinement, leur habitat, leur statut professionnel ou leur vulnérabilité au chômage, et la délicate transition de leurs enfants vers une citoyenneté entière demeurent, en dépit des alertes, un souci éphémère et marginal. Le travail social, urbanistique, éducatif, entrepris en leur faveur accable une poignée de collectivités locales, tandis qu'aux difficultés d'insertion s'ajoutent les récentes restrictions à l'acquisition de la nationalité. Le combat pour la pédagogie d'initiation civique qu'aurait été le vote municipal des résidents étrangers a été abandonné en rase campagne sous le vent fataliste de la montée des populismes. Le Pen peut cesser ses invectives : son message délétère s'est diffusé dans la nation.

Le second enjeu touche l'islam, culture et religion conjointes, dont ces populations sont, à leur arrivée, passivement porteuses. Gilles Kepel (1) analyse ces relations contradictoires. Ignorance d'abord de cette religion minoritaire et exotique, puis

refus latent de faire place à sa pratique, suivi d'un essai enfin politique, sous Joxe, pour réunir l'islam de France en instance représentative ; et abandon de ce chantier par Pasqua au profit de collusions foireuses et de répressions anarcho-médiatiques. Les basses oeuvres du Ministre de l'Intérieur et des Cultes, empiétant, sans scrupules ni sanctions, sur le social, l'éducatif, les collectivités locales et la politique étrangère ont crédibilisé le pire amalgame : celui des musulmans de France avec les intégrismes islamistes. La méconnaissance de l'islam, plus grande encore que celle du christianisme culturel dont on se targue, autorise l'inoculation de n'importe quel fantasme d'agression, et légitime d'avance n'importe quelle riposte. Méprisant la raison politique, ces pulsions identito-sécuritaires sont celles qui font des « guerres de religion » les fossoyeuses de la foi. A cette raison on préfère une basse mouture de moralisme jacobin, fournie par quelque abbé Sieyès de sous-préfecture pour clouer le bec à la tolérance chrétienne quand elle s'exprime. Loin de la sérénité qu'une laïcité vivante confère au dialogue entre le croyant et le citoyen que nous sommes, ces évolutions font régresser l'un et l'autre et les paralysent. Ainsi voit-on les dernières forces de contestation comme *SOS Racisme* (2) se repentir des options lucides prises par Harlem Désir en 1989, pour se rendre au capot-

ralisme sécuritaire, et même surenchérir en demandant d'interdire « tous les signes religieux dans les écoles ». Les voilà entendus et même dépassés par le ministre qui, par un abus de pouvoir exorbitant, étend son ukase aux collèges catholiques trop accueillants (3) ! Étranges chrétiens de Bayrou et Balladur, s'ils ont sciemment posé sous leurs pieds une telle mine...

Tout découle du concept « signe religieux ostentatoire » choisi pour stigmatiser le *hidjab*. Au lieu de s'en tenir au règlement qu'inspire un savoir-vivre inoffensif et reconnu de tous - « pas de couvre-chef en classe », « tenue d'éducation physique obligatoire » - ils se sont aventurés dans le champ périlleux des signes et de leur évaluation. Cette effraction dans les consciences les met à la merci des inquisitions croisées de l'islamisme et du laïcisme qui n'attendaient que cela pour balancer leur exclusives. Si des voix autorisées s'élèvent, tant chez les musulmans pour dire que « le *hidjab* n'est pas un signe religieux », que d'un évêque d'Algérie pour conjurer la France « de s'en tenir farouchement à la laïcité » (4), elles ne sont guère audibles dans cette cacophonie.

Un seul signe se dégage de l'équivoque, mais il est gravement avertisseur. La France est en train de se déjuger profondément.

Luc de GOUSTINE

(1) Gilles Kepel - « A l'ouest d'Allah » - Ed. du Seuil - prix franco 148 F.

(2) *Le Monde* du 27 octobre 1994

(3) *Le Monde* des 30-31 octobre 1994.

(4) L'imam Soheib Bencheikh et Mgr Pierre Claverie, évêque d'Oran, dans *France Catholique* du 21 octobre 1994. Le roi du Maroc s'est exprimé dans le même sens le 30 octobre 1994.

Dans la série des petits dossiers de *Royaliste*

« Islam et Maghreb »

regroupe les principaux articles que nous avons publiés sur le sujet.

Prix franco 14 F

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Pour une politique de la ville - p.3 : Et pour quelques foulards de moins - p.4 : Tabou-ci, tabou-là - Premier vol pour Célini - p.5 : A quoi sert l'Italie ? - p.6/7 : Les audaces du Prince Charles - p.8 : Le souci de la justice - p.9 : Les maîtres de Gabriel Matzneff - p.10 : Le berger des écuries - De la gloire au bûcher - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Lettre ouverte à Jacques Chirac.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Tabou-ci, tabou-là...

Briser le tabou de la vie privée des hommes publics ? La réprobation est unanime, mais elle recouvre diverses hypocrisies. Gare aux conséquences.

A la une d'un hebdomadaire à sensation, la photographie du chef de l'État et d'une jeune fille. Et voici lancé le débat sur l'intimité des hommes publics. D'un même mouvement, journalistes et responsables politiques ont réprouvé l'atteinte portée à la vie privée. Avec quelques discordances cependant. Un journaliste de *VSD* confie qu'il aurait publié les photos, et *Libération* proclame « la fin de l'exception française » avec une logique très particulière : on est contre le viol de la vie privée, il y a des lois qui répriment ce délit, mais le premier accroc est considéré comme une adhésion à la norme internationale. Mieux encore, Serge July profite de l'occasion pour se demander si cette « double vie » ne cacherait pas, de surcroît, une sale affaire financière. Le directeur de *Libération* évoque une rumeur pour publier une bassesse : il est vrai que l'homme n'a jamais brillé par son élégance. Craignons que certains de nos confrères s'adaptent rapidement à « l'évolution » qu'ils auront commencée par décréter.

Mais ces concessions à l'air du temps (et à la rentabilité) ne sauraient masquer la res-

ponsabilité des politiques, qui ont laissé les médias pénétrer dans leur vie privée (ainsi Ségolène Royal qui se laisse photographier en accouchée) ou qui jouent aux professeurs de vertu. Aux États-Unis et en Angleterre, c'est l'exploitation publique des vertus privées qui a incité la presse à vérifier la moralité des comportements. Chez nous, Philippe de Villiers joue avec le feu en se faisant l'incarnation des valeurs - notamment familiales : il prend à la fois des risques pour lui-même et contribue à la déstabilisation de l'ensemble de la classe politique. Car il ne faut pas s'y tromper : si le métier politique, déjà dur à exercer en période normale, doit être vécu sous la pression constante de meutes à l'affût, seuls les médiocres, les cyniques et les corrompus resteront en place.

Prenons garde aussi que la transparence qui serait exigée des responsables politiques ne devienne aussi une obligation pour les vedettes médiatiques. Décidément, l'intérêt collectif serait que la coutume et la loi protégeant la vie privée continuent d'être appliquées.

Sylvie FERNOY



Premier vol pour Cétinié

Capitale du Monténégro, Cétinié a vu se dérouler, sous l'égide du prince Nicolas Petrovitch Niegosh, sa seconde Biennale d'art contemporain.

En France, la présentation de l'actualité balkanique efface la réalité monténégrine. C'est à peine si l'on sait que la République du Monténégro s'inscrit avec la Serbie dans un ensemble yougoslave et qu'elle est par conséquent soumise à l'embargo qui frappe son voisin. Et bien peu s'inquiètent des souffrances d'une population qui est, elle aussi, éprouvée par la guerre civile (certes moins que la Bosnie-Herzégovine) et qui subit les rigueurs de l'isolement.

D'où l'importance considérable que représente tout lien maintenu ou rétabli entre le Monténégro et l'Europe de l'Ouest, et singulièrement entre Cétinié et Paris. Tel est le souci constant du prince héritier du Monténégro, qui a réussi à organiser, malgré mille difficultés, les deuxièmes rencontres internationales d'art contemporain qui se sont tenues dans la capitale monténégrine du 20 août au 9 octobre 1994.

En organisant cette rencontre entre artistes de l'Est et de l'Ouest européens, en faisant de Cétinié la capitale culturelle des Balkans pendant plusieurs semaines, en dédiant la Biennale qu'il préside « aux victimes du nettoyage ethnique sur les territoires de l'ancienne Yougoslavie », le prince Nicolas Petrovitch a donné à

l'événement artistique sa signification profonde et multiple : dénoncer l'ethnisme en tant que tel, rompre l'isolement du Monténégro et soulager la détresse matérielle et morale de la population, faire reconnaître que la culture est un des aspects de l'aide humanitaire, témoigner en faveur de la paix dans les Balkans.

De fait, cette deuxième biennale a été un beau succès. Avec l'accord de l'ONU, qui a accepté une dérogation à l'embargo, grâce au soutien de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe, grâce à l'aide généreuse du Ministère français de la Culture, près d'une centaine d'artistes monténégrins, balkaniques, géorgiens, français, russes... ont exposé leurs œuvres à Cétinié.

Pour la clôture de la Biennale, cent vingt personnalités françaises (parmi lesquelles Régine Judicis, qui représentait notre journal, et notre amie Hélène Bleskine) ont rejoint Cétinié - par le premier avion qui reliait la France et le Monténégro depuis le début de la guerre civile. L'événement, fortement souligné par la presse française, a eu un retentissement considérable au Monténégro et laisse espérer un renforcement des liens entre les peuples français et monténégrins.

Annette DELRANCK

A quoi sert l'Italie ?

Si l'on pose avec insistance la question, c'est que la nation redevient une idée neuve aussi en Italie.

Ce n'est pas la première fois. La question est même récurrente. En 1915, avec le sursaut national provoquant avec d'Annunzio l'entrée en guerre, on parlait de la quatrième Italie. La Seconde République est peut-être la 6^e ou 7^e. Si elle ne veut pas être que le rejet de la Première République, elle doit se chercher des racines.

Tout un bouillonnement politique et culturel s'ensuit. Des intellectuels marginalisés, des chrétiens minoritaires, une majorité silencieuse, soudain se trouvent propulsés à la « Une », édités, commentés par les plus sérieux éditorialistes. Comme toujours en Italie, on repart de l'Histoire. Une nouvelle histoire de l'Italie en six volumes est en préparation. Le premier tome qui va paraître sous peu est consacré aux « prémisses de l'unité ». Un « nouveau *Risorgimento* » (1) implique que l'on redimensionne le premier.

La première République a été fondée sur l'évacuation de la « parenthèse » fasciste et la mythisation d'une résistance populaire qui a permis à l'Italie de figurer parmi les vainqueurs de la guerre, un peu comme la France. Mais à l'inverse de la France du général de Gaulle, l'Italie n'a pas transcendé cette période par le haut avec l'affirmation de la grandeur nationale, mais par le bas avec le renoncement sous couvert d'atlantisme ou de soviétisme, ou encore

d'Europe, autant d'idées supranationales qui dissimulaient l'absence intentionnelle de l'Italie comme nation.

Le rôle de la Papauté a été crucial en 1945 comme en 1870, définissant les termes d'un compromis historique. Il n'y aurait pas de politique italienne proprement dite mais l'Italie serait l'expression géographique, pour reprendre Metternich, d'une politique qui la dépasse. L'avènement de Karol Wojtyla, non italien, a changé cette donnée, non pas tant parce qu'il était étranger et que l'Italie devait se constituer en une entité distincte par rapport à lui, mais au contraire parce que Jean-Paul II a assumé pleinement sa fonction universelle en même temps que celle d'évêque de Rome, voyageant encore plus à l'intérieur de la péninsule que dans le reste du monde. En bref, si pour Paul VI, les chrétiens italiens s'affirmaient en votant démocrate-chrétien, pour son successeur, ils doivent d'abord s'affirmer comme italiens quelque soit leur parti, car c'est l'idée italienne qui en soi est vecteur pour l'Église universelle.

Pourquoi ? Parce qu'avant la deuxième guerre mondiale et avant le fascisme qui y a entraîné l'Italie pour sa perte, avant la première guerre qui a suscité Mussolini, avant le *Risorgimento* qui y conduisait mentalement, il y avait déjà une Italie que l'on redécouvre aujourd'hui, l'Italie du *Trecento* et du *Quattrocento*, du

Moyen Âge et du Concile de Trente, une Italie « communale » mais quand même l'Italie.

On s'explique ainsi l'étrange coalition qui constitue le gouvernement entre la Ligue, le MSI et *Forza Italia*. Le phénomène des trois droites mis en valeur en France par René Rémond existe ailleurs, mais la synthèse a en Italie une portée particulière qui en fait à nouveau, après la gauche, un laboratoire européen (2). Pour la première fois en Italie, la fragmentation politique et territoriale devient un facteur déterminant de la politique italienne. Ayant détruit la mythologie nationale, on la fonde à nouveau parce que l'idée italienne ne se dissocie pas de l'idée communale. La Ligue a été le révélateur. Berlusconi en est le centre. Fini et sa nouvelle *Alleanza Nazionale* peut en devenir le ciment. Il existe d'étonnantes passerelles des uns aux autres dont le commun dénominateur paraît être le traditionalisme catholique qu'incarne la présidente de l'Assemblée nationale Irène Pivetti, de la Ligue, mais dont la candidature avait été avancée par le MSI, que le mouvement catholique *Comunio e Liberatio* a choisi pour clôturer son assemblée annuelle sans doute pour faire oublier son parrain, Giulio Andreotti, et qui a imposé comme conseiller de le RAI l'historien « révisionniste » Cardini. L'Histoire est à nouveau en marche en Italie.

Yves LA MARCK

(1) Cf. Un nouveau *risorgimento* ? dans *Royaliste* n° 577 du 6 avril 1992.
(2) Cf. Le laboratoire italien dans *Royaliste* n° 525 du 27 novembre 1989.

♦ **LUXEMBOURG** : Samedi 24 septembre, en la cathédrale Saint-Louis de Versailles, le prince Guillaume de Luxembourg, fils cadet du grand-duc Jean, a épousé Sybilla Weiller, arrière-petite-fille par sa mère du roi Alphonse XIII d'Espagne et petite-fille du commandant Paul-Louis Weiller, un des As de l'aviation française de la Première guerre mondiale. Assistaient à la cérémonie religieuse bon nombre de souverains européens et les représentants de familles royales, dont le comte et la comtesse de Paris.

♦ **ESPAGNE** : Dans un entretien exclusif accordé au *Figaro-Magazine*, le roi d'Espagne s'est longuement penché sur la fonction royale et l'utilité de la monarchie : « La monarchie est une institution très ancienne, historique, et qui apprend du passé pour l'améliorer sans le répéter. Elle ne peut être utile à la société que dans la mesure où elle est acceptée de l'immense majorité des citoyens » a notamment souligné le roi à l'heure où un sondage, à Madrid, établit que 84 % des Espagnols placent la monarchie au premier rang des institutions de leur pays. « L'institution royale n'a qu'une raison d'être : servir le bien commun de tous les Espagnols. C'est son honneur et son devoir... Cela dit, la monarchie n'a pas de baguette magique qui résoudrait la totalité des problèmes. Les solutions qu'elle offre résident dans le rôle modérateur que la Constitution donne à la Couronne ».

♦ **IRAN** : Alors que s'ouvre à Paris le procès des assassins de Chapour Bakhtiar, ancien Premier ministre du Shah, le prince Reza Pahlavi - Reza II pour ses fidèles - s'est exprimé depuis Washington aux télévisions françaises, demandant aux autorités de faire preuve de fermeté dans la répression de ces actes terroristes. Le prince, par ailleurs, a invité les pays occidentaux à « serrer les rangs pour faire face au régime terroriste de Téhéran ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Pour la première fois, un membre de la famille royale britannique s'est rendu en Israël. Le prince Philip, duc d'Édimbourg et mari de la reine Élisabeth a effectué le 30 octobre dernier une visite de quarante-huit heures à Jérusalem où il était l'hôte du Mémorial du Yad Vachem érigé à la mémoire des six millions de juifs exterminés par les nazis. Le prince, accompagné de sa soeur, la princesse Georges de Hanovre, a assisté à une cérémonie au cours de laquelle la distinction de « Juste parmi les nations » a été décernée à titre posthume à leur mère, la princesse Alice de Grèce.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Dans la biographie du prince Charles qui fait grand bruit outre-Manche, le prince de Galles affirme sa volonté de succéder à sa mère sur le trône d'Angleterre et d'y promouvoir une monarchie modernisée. Selon l'héritier de la Couronne, « le pays dans son ensemble considère qu'il y a trop de membres de la famille royale et trop de dépenses occasionnées ». Son souhait est donc d'établir une dynastie - dont il veut changer le nom en Windsor-Mounbatten - plus restreinte, plus ouverte, et moins coûteuse pour la nation.

La crise qui touche la monarchie britannique ne se réduit pas à l'étalage de la vie privée du prince et de la princesse de Galles. Elle est en étroite correspondance avec celle qui affecte la Grande-Bretagne et marque un inquiétant oubli de la fonction politique.

Nous avons demandé à Stéphane Bern, observateur attentif des monarchies européennes, de faire le point.

■ **Royaliste : Qu'en est-il de la monarchie britannique ? Les démêlés conjugaux de prince Charles et de Lady Diana sont-ils un événement médiatique, ou traduisent-ils une crise de l'institution ?**

Stéphane Bern : Il est évident que la monarchie britannique traverse actuellement une crise grave, qui correspond à une crise générale, à la fois politique, religieuse et sociale. Plus précisément, tous les aspects de cette crise générale se recentrent sur la monarchie dans la mesure où le système britannique des classes fait que chaque groupe regarde toujours vers le haut : l'ouvrier regarde le contremaître, qui regarde le col blanc, qui regarde l'establishment, lequel regarde la Reine, clef de voûte de cet édifice.

■ **Royaliste : Quels sont les principales caractéristiques des crises que vous évoquez ?**

Stéphane Bern : Commençons par la crise politique. Autrefois, les Conservateurs servaient la Reine, et non pas leurs intérêts particuliers. Quand ils en avaient terminé avec le pouvoir, ils retournaient s'occuper de leurs terres. Depuis Margaret Thatcher, la politique est devenue une profession et les Conservateurs, tout attachés qu'ils sont à leur carrière, n'ont plus le souci de la Couronne, ni la volonté de la protéger en pré-

servant le mystère de la monarchie qui était, selon Bagehot, la condition de sa survie.

Dans le domaine religieux, les difficultés conjugales de Charles et Diana ont relancé le débat sur l'Église anglicane et sur ce qu'elle représente : que signifie pour le roi sacré la défense de la foi, et de quelle foi s'agit-il puisqu'il n'y a plus que 5 % d'anglicans pratiquants dans un pays qui compte d'importantes minorités musulmanes et catholiques. Quant à la crise morale, vous savez que le fameux retour aux valeurs fondamentales prôné par les Conservateurs n'a pas évité le développement de diverses catégories de scandales.

Il serait stupide de croire que la monarchie britannique pourrait être épargnée : la famille royale est à l'image de toutes les familles d'un pays qui détient le record européen absolu du taux de divorce et du nombre de mères célibataires. De plus, comme la Reine le rappelait récemment, toutes les institutions sont aujourd'hui soumises à la critique et la monarchie n'échappe pas à la règle. De fait, on a transgressé un tabou vieux de cent ans, qui opposait la barrière de la sacralité et des rituels à toute investigation du fameux mystère royal.

■ **Royaliste : Il y a donc mise en question de la monarchie ?**

Stéphane Bern : Plutôt que la monarchie elle-même, c'est son évolution qui est mise en question. On se demande notamment comment des princes qui ne sont plus exemplaires quant à la moralité bourgeoise vont désormais assumer leur tâche. Or les scandales privés occultent complètement la fonction politique des princes : dans le tintamarre médiatique, on ne se rend plus compte de ce que signifie la fonction royale, on oublie l'essence de la monarchie.

■ **Royaliste : Mais pourquoi le prince Charles contribue-t-il à l'excitation médiatique en débattant lui-même sa vie la plus privée ?**

Stéphane Bern : Charles souhaite restaurer son image publique, chose tout à fait nouvelle puisque les princes n'ont pas besoin de se fabriquer une « image de marque ». Cela signifie qu'il est entré dans le « star system », tout comme sa femme qui est devenue une vedette des médias, à tel point que le prince de Galles en a pris ombrage. On assiste donc à une rivalité médiatique, et Charles a commis une faute en s'engageant dans cette voie.

Mais il faut aussi souligner que le déballeage par le prince Charles de sa vie privée marque aussi une volonté de dire la vérité : il a voulu prendre à témoin son peuple, et c'est pour cela qu'il a fait le livre-

confession qui provoque actuellement un vif émoi. Je ne suis pas convaincu que cette volonté de transparence soit une bonne chose : si les princes et les rois montrent les mêmes faiblesses que nous, s'ils se comportent exactement comme tous les citoyens, on va leur demander pourquoi ils coûtent si cher à l'État avec leurs palais et leur liste civile.

La volonté de transparence conduit la monarchie anglaise sur la voie de la monarchie modeste, à la scandinave, et c'est bien l'intention de Charles que de moderniser la monarchie britannique en réduisant la famille royale à sa

dimension première (le roi, la reine, leurs enfants) par éviction d'une trentaine de cousins par trop coûteux. Charles veut aussi s'attaquer à l'establishment, pour mieux s'appuyer sur la base populaire de la monarchie. Et il est vrai que le prince de Galles bénéficie d'une large popularité en raison de son action sociale.

Il y a donc du pour et du contre dans le grand déballeage auquel nous assistons. Le contre, c'est que les Anglais ne veulent pas d'une monarchie simple, dépouillée, sans faste, sans protocole, qu'ils ne veulent pas d'une « cour minable ». Si un nouveau

sentiment républicain se manifeste actuellement, c'est parce que les Britanniques reprochent à la monarchie de ne plus tenir son rang, de ne plus se situer au-dessus des controverses. Le pour, c'est que la monarchie britannique a toujours su évoluer. J'insiste sur le fait que la monarchie dans sa forme actuelle a cent ans : elle date de la reine Victoria, qui a voulu transformer la famille royale en parangon de toutes les vertus afin qu'elle soit le miroir de la bourgeoisie britannique. Mais souvenons-nous de la longue ligne de rois qui, avant Victoria, ressemblaient à tout sauf à des séminaristes anglicans ! Cette morale bourgeoise, que la reine Élisabeth a voulu incarner à son tour, a correspondu à une réalité sociale. Reste à savoir si cette même morale peut continuer à définir la monarchie de demain. La monarchie britannique a toujours su s'adapter aux circonstances. Il ne sert à rien de regretter que les enfants de la famille royale soient plus les enfants de leur siècle que ceux de leurs parents - à condition que le problème privé n'occulte pas la fonction politique de la monarchie.

■ **Royaliste : Le prince de Galles saisit-il cet enjeu majeur ?**

Stéphane Bern : Oui. Le prince Charles veut tout à la fois moderniser la monarchie et rappeler la fonction politi-

que des princes. Il souhaite une monarchie beaucoup plus active, beaucoup plus proche des gens. Pour lui, les palais et les carrosses n'ont aucun sens si le peuple britannique est composé de chômeurs, de sans-abri et de laissés-pour-compte.

Par rapport à cet enjeu, ses relations avec lady Diana paraissent anecdotiques. Le drame de la princesse de Galles, c'est qu'elle a cru vivre un conte de fées en épousant Charles. Mais la monarchie n'est pas un conte de fées, Charles n'était pas le prince charmant et il n'était pas question, pour l'héritier de la Couronne, de faire un mariage d'amour. Comme ses ancêtres, le prince de Galles s'est marié par obligation, afin de donner des héritiers au royaume. De ce point de vue, Diana était un bon choix : elle descendait d'un roi d'Angleterre, sa famille était proche de la famille royale et elle n'avait pas de passé amoureux. La malheureuse s'est retrouvée dans une institution où l'on demande aux membres de la famille de sacrifier leur vie privée sur l'autel de la monarchie : tel est le rôle des princes, leur raison d'être. Diana n'a pas compris qu'en épousant le prince Charles elle se mariait, si j'ose dire, avec 58 millions de Britanniques. Elle a réagi en femme blessée et dit qu'elle était malheureuse, alors qu'on lui demandait de se comporter en princesse de Galles. Bien entendu, la presse s'est ruée sur l'affaire, mais on ne saurait accuser les journalistes : si la princesse n'avait rien dit, il n'y aurait pas eu d'articles sensationnels. N'oublions pas non plus que la reine elle-même s'est prêtée au spectacle médiatique en acceptant par deux fois, en 1969 et en 1992, de laisser filmer son intimité. Lorsqu'on montre une reine en train de faire griller des saucisses, il ne faut pas s'étonner que la mystique royale ne soit plus opérante. C'est pourquoi Charles veut inventer une nouvelle mystique royale, et il a raison de souligner que l'efficacité de la monarchie ne s'est jamais mesurée à l'aune de la vertu des princes.

■ **Royaliste : Jusqu'où le prince Charles ira-t-il ?**

Stéphane Bern : Il y a une

vraie question quant à la personnalité du prince Charles. Il fait ses révolutions aux marches du trône, d'une certaine manière il demande à sa mère de partir puisqu'il affirme pouvoir faire mieux qu'elle, mais en même temps il transgresse les règles qui contraignent les princes à éviter toute controverse publique et qui leur interdisent de critiquer la reine. C'est aller vite et frapper fort. Reste à savoir si le prince Charles ne fera pas comme Édouard VIII qui se promenait dans le Pays de Galles en répétant qu'il fallait absolument faire quelque chose pour les pauvres, et qui est finalement parti en France avec la femme qu'il s'était choisie. A partir du moment où le prince Charles érige ses propres sentiments en règle de gouvernement, on peut se demander si lui-même ne sera pas pris au piège de sa propre argumentation et s'il saura se montrer à la hauteur de ce qu'il prétend. Charles reconnaît que sa conception exposera la monarchie à de très vives critiques, et qu'il portera l'entière responsabilité de l'échec. Il envisage qu'un référendum puisse sanctionner son action, et admet qu'il puisse y avoir une alternative républicaine à la monarchie. Encore faudrait-il se souvenir de la fonction politique de la monarchie, récemment rappelée par le prince Philip : elle assure l'indépendance du chef de l'État, elle symbolise l'unité nationale, elle incarne l'identité de la nation. Pour que le choix soit clair, il faut qu'un vrai débat s'ouvre sur la fonction politique de la monarchie.

Propos recueillis par
Annette Delranck

BIBLIOGRAPHIE

Stéphane Bern est l'auteur de plusieurs livres sur les monarchies européennes :

L'Europe des Rois - Éd. Lieu Commun - prix franco 160 F.

Les couronnes de l'exil - Éd. Balland - prix franco 147 F.

La monarchie dans tous ses états - Éd. Balland - prix franco 125 F.



Le souci de la Justice

Qu'à six mois de l'échéance présidentielle, le comte de Clermont, Dauphin de France, envoie une *Adresse au futur chef de l'État* (1), ne peut qu'enrichir un débat national, jusqu'à présent trop marqué par la médiocrité de querelles partisans, voire privées.

C'est que le Dauphin qui n'est pas candidat, bien évidemment - seul le comte de Paris, son père, pourrait envisager un tel choix -, en tant qu'héritier futur de la Maison de France ne parle pas d'un autre lieu que celui de l'intérêt général : on le sait, c'est la grande force de la Monarchie que de permettre à ce dernier d'être institutionnellement placé au-dessus de toute confiscation partisane ou privée, de toute confusion possible. Mais cette situation, de Dauphin a, pour le comte de Clermont, l'avantage de lui permettre une liberté personnelle de ton, qui n'engage que lui et non le principe qu'il sera un jour appelé à incarner : l'exigence spirituelle, parfois teintée d'éclectisme, ou une certaine orientation mystique de son discours, sont des choix personnels, qui ont au moins le mérite d'une approche originale du politique, et qui contrastent avec le prosaïsme habituel. Mais surtout, on remarquera la grande lucidité du Dauphin sur les questions brûlantes ou essentielles, appuyée par un style souvent alerte, et servie par un incessant aller-retour entre une réflexion et une expérience riches et variées.

Le comte de Clermont n'omet aucun domaine, ainsi la culture : « Depuis les années soixante-dix, nous assistons à un repli frileux de tout le tissu culturel que la France a vait déployé à l'étranger, et à sa disparition progressive », écrit-il non sans raison, rappelant au passage la clause « culturelle » du plan Marshall qui installait là aussi la suprématie américaine. Ainsi l'éthique : « Lorsqu'on sait, dit-il, qu'il n'existe aucun statut concernant l'embryon humain et que déjà il est utilisé comme matériau de recherche, nous ne devons pas nous contenter de frémir, il serait temps d'agir ». Car ici et là transparait un même souci : le refus de réduire

l'homme à n'être qu'un consommateur-producteur, au risque de n'être plus lui-même qu'un objet interchangeable, exploitable à merci, jusqu'à l'exclusion sociale, économique et civique : comme le comte de Paris (2), son père, comme sa sœur Chantal (3), le souci premier du comte de Clermont est bien celui de la cohésion et de la justice sociale, celui du pauvre aussi, c'est-à-



dire de celui qu'on ne doit pas laisser sur le côté de la route au nom d'un réalisme économique tout aussi inacceptable qu'à courte-vue.

La conception quantitative de notre société est là pleinement en cause : « Se trouvent ainsi aujourd'hui exclus de nos sociétés tous ceux dont l'âge ou le dénuement leur interdit de s'associer à ces objectifs quantitatifs. Pour pallier leur « inutilité » et la disparition des solidarités concrètes, on créera de multiples formes

d'assistances (...) faisant peser sur les bénéficiaires le sentiment de leur néant ». Et le Dauphin de poursuivre : « *Il n'est pas acceptable de finir par considérer comme banal un état de fait qui brime, marginalise et exclut plus de vingt pour cent des Français. Il y a donc urgence à répondre* ». C'est que le problème du chômage « débouche fatalement sur un choix éthique » : pouvoir de l'argent et administration des choses d'un côté, ou de l'autre le gouvernement des hommes. Telle est l'alternative incontournable... et la question royale posée du même coup.

Car il faudrait encore parler de ce que l'auteur dit sur l'Europe, le jeu de l'Allemagne, la justice, la décentralisation. Mais il y a d'abord son refus de l'exclusion raciste ou xénophobe, et sa défense du droit du sol - hérité de la Monarchie - : « Ne devrait-on pas s'insurger contre toute classification (...) comme les « beurs » ? Pourquoi voudrait-on les épingler dans une case que certains tendront à considérer comme une sous-classe ? Nés en France, ayant décidé d'être français, ils sont français, un point c'est tout. *Il n'a jamais existé de Français avec un « petit plus » ou un « grand moins »*. A méditer par les démagogues de l'identité nationale, Pasqua le premier.

Aussi l'essentiel est le lien affirmé entre le souci national et la fonction royale. « *Tant que l'injustice faite au pauvre demeure une écharde, le roi par sa persévérance est la mémoire du pauvre et son garant. Il témoigne du véritable droit de l'homme à n'être pas exclu, non en théorie, mais de fait.* (...) *Le roi est là pour rendre accessibles les portes d'une réalité plus humaine et servir d'espoir et de soutien à la justice* ». Tout est dit.

Axel TISSERAND

(1) Henri de France - « *Adresse au futur chef de l'État* » - Ed. Denoël - prix franco 115 F.

(2) Voir, entre autres, les propos du comte de Paris à « *L'Heure de vérité* » le 13 mars 1994 (une brochure au prix (franco) de 30 F.

(3) Chantal de France - « *Princesse et Citoyenne* » - prix franco : 140 F.

Les maîtres de Gabriel Matzneff

Semper idem. Les années peuvent passer. Il est toujours le même, donc toujours lui-même. Lui en donner acte, n'est-ce pas lui rendre hommage ? Tant de gens évoluent au gré des vents, des courants, des dernières lubies de la mode. Tel il était il y a trente ans, tel il est resté, et tel il demeurera. Fidèle aux mêmes écrivains, aux mêmes philosophes, à une sorte de famille d'esprit qui l'a d'autant plus marqué qu'elle correspondait exactement à ce qu'il aspirait à être. N'est-ce pas une loi générale : nous ressemblons à ce que nous aimerons, et ceux que nous nommerons nos maîtres ne le seront devenus que parce qu'ils étaient d'avance nos complices et nous avaient tendu un portrait qui tenait du miroir.

Le fan-club maznévien - qu'il me pardonne cette abomination - n'a jamais recruté qu'à partir de cette donnée psychologique. Il faut dire qu'avec l'intéressé, le piège, si c'en est un, fonctionne à merveille, parce qu'il est fondé sur la séduction de l'âge qui n'aspire qu'à être séduit, l'adolescence. Matzneff n'est si infidèle en amour que parce qu'il ne peut se résoudre à concevoir autrement la femme qu'en cet état gracieux ou gracile où elle n'est pas encore tout à fait femme. Mais elle le deviendra vite. Il l'apprendra à ses dépens. C'est pourquoi elles se succéderont à un tel galop d'enfer. Quelle que soit sa nostalgie et quel que soit son désarroi de tels amours décomposés, il sera toujours infidèle par fidélité à l'adolescence, cet âge incertain du passage qu'il a adopté pour toujours, afin de ne jamais se fixer. Dans une catégorie, dans un métier, dans une famille. Matzneff, d'une certaine façon, c'est Rimbaud qui serait toujours resté à Charleville ou dans sa bohème, pour ne jamais devenir trafiquant au Harrar.

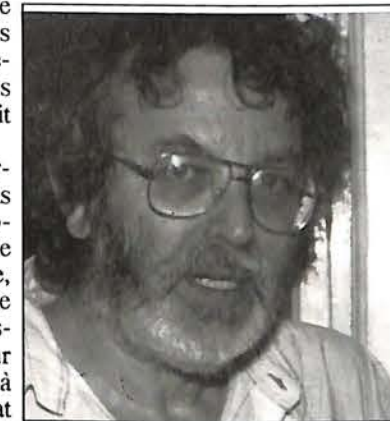
Il s'agit de bien autre chose que d'immaturité psychologique ! A ce degré, c'est la métaphysique qu'il faut invoquer, et donc tous ces écrivains et penseurs au milieu desquels il n'a cessé de se reconnaître. Quelle bonne idée que celle d'écrire tout un livre sur ses maîtres de vie. A dire vrai, j'espérais secrètement ce livre, je l'attendais. Et le voilà tel que je le rêvais. Il nous dit tout sur son auteur, bien, qu'il soit infiniment plus pudique que les tomes du journal où il se raconte indéfiniment.

Bien sûr, il fallait que cela commence par les Romains, ceux de la Rome païenne. Matzneff n'a cessé de les chérir, alors que moi je les ai définitivement abandonnés après mes études secondaires, et sans aucun regret. Pourtant je ne les avais pas dédaignés et mes excellents professeurs de lettres ne me les avaient pas décriés. Ma demeure est plus près des Grecs. Antigone me reste, inoubliable, alors que je n'ai nulle envie de me remettre au récit des turpitudes décrites par Salluste. Évidemment je suis très injuste. Virgile c'est bien autre chose. Mais Matzneff n'en dit mot et semble préférer la compagnie de Sénèque et de Pétrone. Connaît-il cette page de Bernanos où le grand Georges fulmine contre le

spectacle insupportable de Rome rongée par ses vices ? Sinon, je la lui retrouverai ne serait-ce que pour le faire enrager un peu. Pourtant il écrit des choses touchantes sur ses sacrés Romains et nous comprenons qu'au-delà du dégoût de Bernanos, ils ont leurs grandeurs et leurs faiblesses. Surtout, ne faut-il pas le saisir là, comme un païen, un vrai païen, baignant dans toutes les jouissances et les hantises romaines, mais comme happé par le christianisme.

Si le paradoxe est ce qui définit le mieux l'être humain, selon Kierkegaard et le Père de Lubac, Matzneff atteint un véritable sommet par ses contradictions infinies. D'un côté il vit et raisonne comme un vrai païen - voir sa justification du suicide -, de l'autre, il est dans l'impossibilité radicale d'écarter le Christ. Son christianisme même est tissé d'antinomies. Qu'il aime Port Royal, je le comprends mille fois et admire combien il se meut à l'aise dans ce grand dix-septième siècle français. Lorsqu'il prétend que le mouvement janséniste est proche de l'orthodoxie, parce qu'il opère un retour au premier christianisme, je suis interloqué. Si grands que soient les Messieurs et les religieuses de Port Royal, leur postérité a soigneusement empoisonné le christianisme des siècles suivants, et ils n'y sont pas pour rien du fait de leur augustisme débridé.

par Gérard Leclerc



Ce qu'il dit de l'orthodoxie appellerait aussi bien des discussions. Je note, toutefois qu'il se définit à sa marginalité, comme un gnostique, à l'image de Nicolas Berdiaeff. Voilà qui est extrêmement intéressant et nous replonge dans ces paradoxes féconds qui donnent du sel à l'existence : « *Les lances que rompit Berdiaeff contre le moralisme conservateur (...), ses vues originales sur l'androgynie primitif, la sexualité, le culte phallique, la débauche, son « Dieu est un adolescent jeune fille » emprunté à Jacob Boehme (dont il préfaça Mysterium Magnum), l'éclatant mépris qu'il témoigne à la famille chrétienne, « une des formes la plus basse de réunion des sexes » (Le sens de l'Acte créateur, ch. IX) tout cela est assurément peu conforme à l'enseignement prodigué dans les instituts de théologie. Néanmoins, Berdiaeff dont les livres ont été pour beaucoup d'incroyants le sésame de leur rencontre avec le Christ, est consubstantiel au désir de l'orthodoxie et, nonobstant sa représentation d'écrivain scandaleux, sulfureux, il demeure un fils de son Église, fils turbulent, fils prodigue, mais fils affectionné et fidèle* ». Ce morceau de bravoure défie constamment le précipice, et y précipiterait toutes les têtes légères s'il n'était en même temps une approche paradoxale d'un christianisme qui s'arrache au moralisme philistin. La question éternelle est de retrouver la norme. Est-ce la gnose ou est-ce le Christ ?

De même, on peut trouver géniale, voire décisive, la tentative nietzschienne d'échapper au « Dieu moral ». Mais là encore, on frôle les abîmes. Si ce Dieu moral, est le Dieu pervers, terroriste, source de toutes les inhibitions, on a toutes les raisons de le rejeter, à la suite de Berdiaeff. Mais Nietzsche lui-même nous invite à nous méfier. Il n'a pas échappé à ces tentations suicidaires où il arrive que, croyant se délivrer, l'individu sombre corps et âme dans la folie du non-sens et de l'anomie. Mais il est de ces êtres qui ne peuvent échapper à une quête quasi convulsive de l'absolu qu'ils nient violemment comme pour le mieux retrouver. Ainsi, peut-être Cioran sur lequel Matzneff est d'une sublime éloquence. Ce pourrait être la réponse à notre question première quant à ce déni de fidélité dans l'amour qui semble caractériser cet écrivain si fidèle à ses maîtres. Dans l'extrême infidélité, n'y a-t-il pas toute l'énigme de l'amour fidèle, convulsivement refoulé, mais jamais vraiment perdu ?

Gabriel Matzneff - « *Maîtres et complices* » - Ed. J.-C. Lattès, prix franco : 147 F.

Royaliste n'est diffusé que par abonnement
Faites le connaître autour de vous,
Abonnez vos amis !
Trois mois d'essai = 25 F

Le berger des écureuils

Certains pessimistes les disaient noyés dans quelques historiettes de comptoir.

Grâce à Audouard, Antoine et Blondin sont de retour !

On croit toujours que les bergers des écureuils font les pitres lorsque, bondissants, ils s'évertuent à prendre soin de ces libres créatures. Leur tâche est pourtant difficile, douloureuse, littéralement épuisante. Antoine Blondin fut de ces rares bergers, que quelques littérateurs mondains voudraient ramener à la commune mesure avant de l'enterrer sous de pathétiques commentaires. Antoine, qui buvait trop... Blondin, qui manqua son oeuvre à cause de « cela »... Mais qu'il était drôle, certaines nuits...

Telle était la mauvaise humeur, qui risquait de priver nos enfants et petits-enfants de la compagnie d'un Antoine Blondin figé en quelques clichés de la petite histoire littéraire. Par bonheur, Yvan Audouard est venu nous apprendre ou nous rappeler qu'Antoine Blondin fut et demeure un écrivain, qui a trouvé dans l'alcool la force d'écrire, et qui est mort quand l'écriture l'a abandonné.

C'est trop dire, et trop peu. Mais Yvan Audouard nous fait toucher la difficulté d'être et d'écrire dans un livre (1) qui vaut infiniment mieux qu'une biographie : c'est, en écho, une oeuvre personnelle tout entière inspirée par l'amitié intelligente et fidèle. Le

bonheur d'y retrouver Antoine Blondin, pugiliste émérite et noctambule exceptionnel, toréador germanopratin, inventeur du jeu de la Grande Muraille, auteur encore méconnu d'une théorie de la panique dont il fut l'éminent praticien, qui nous a donné de surcroît le précepte majeur de toute morale financière : quand on commence à mettre de l'argent de côté, on ne tarde pas à être du côté de l'argent.

C'est en vertu de ce principe que la pauvreté fut vécue par Antoine Blondin dans une prodigieuse magnificence. Songez-y : au moment où Heidegger disserte pompeusement sur l'« homme, berger de l'être », un simple berger des écureuils distribue son maigre salaire aux usagers du métropolitain, permet à un inconnu d'acheter la maison de ses rêves - et fait de rien mille merveilles, ce qui est d'ailleurs le propre de l'écrivain.

Mais ces bonheurs de l'écriture sont dispensés au péril de soi-même. Blondin fut prodigue de son art, de son argent, de sa vie.

B. LA RICHARDAIS

(1) Yvan Audouard - « Monsieur Jadis est de retour, Antoine Blondin » - Fixot-La Table Ronde, 1994 - prix franco 117 F.

De la gloire au bûcher

Avec « Gilles de Rais ou la fin d'un monde » Michel Hérubel signe la biographie de l'un des personnages les plus effrayants et les plus mystérieux de l'Histoire de France.

Un ouvrage aussi impartial que complet, ce qui manquait à bien de ses devanciers...

Gilles de Rais, ou comment transmuter son bâton de maréchal de France en bûche ardente ; sa fortune en avides complaisances ; sa magnificence en infamie ; son âme en quelque poudre d'or maudit...

Une destinée à ne pas suivre, Gilles en rendra responsable sa mauvaise étoile et la cruelle absence d'éducation.

Mais une tragique destinée hélas bien tracée dès l'enfance : Michel Hérubel nous conte comment en ce XV^e siècle naissant un enfant tourmenté grandit désespérément seul sous l'oeil passif d'un vieillard avide. Gilles hérite un domaine considérable, position stratégique entre le domaine royal et le duché de Bretagne. L'aide qu'il apporte au gentil Dauphin lui vaut honneurs... et impunité. La guerre lui permet d'exprimer pleinement son goût immodéré pour le sang et la gloire. Une fois le siège levé, il se retire sur ses terres délaissant son épée pour un ignoble assommoir...

Sa cour est somptueuse, il donne sans compter, tant au Roi qu'à l'Eglise mais des enfants, de plus en plus

d'enfants disparaissent... Véritable docteur Jekyll médiéval, ce n'est pas dans quelque élixir qu'il faut chercher la cause de tels dérèglements. C'est par l'étude psychologique d'un être paranoïaque à l'extrême, véritable possédé, et la (re)découverte d'une époque en pleine décadence que Michel Hérubel réussit à nous convaincre de la logique horriblement

implacable d'une telle dérive. Hélas oui, tel était bien le destin de celui dont certains réclament encore la réhabilitation mais leur motivations sont ici fortement ébranlées : Gilles de Rais est avant tout un ignoble assassin ! Ce livre, en nous plongeant dans l'horreur des innombrables témoignages et des aveux aussi sincères que naïfs et repentants ne laisse plus le moindre doute. L'auteur est tellement convaincant qu'on en viendrait, nous aussi, comme les parents des victimes, à pardonner...

Patrick LEWILLE

Michel Hérubel - « Gilles de Rais ou la fin d'un monde » - Ed. Jean Picollec - 332 p. - prix franco : 170 F.



Ile-de-France : la rentrée de la « Fédé »

Démarrée par une sortie amicale en forêt de Chantilly le 1^{er} octobre, l'année militante de la Fédération d'Ile-de-France s'annonce bien.

Le premier indice est la participation accrue aux réunions mensuelles d'organisation qui se déroulent maintenant selon un canevas qui fait ses preuves : tout d'abord une réflexion et un débat sur le contexte politique, ensuite un « remue-ménages » pour savoir comment agir en fonction de ce contexte et de la faiblesse des moyens que la NAR peut mettre en oeuvre, enfin déterminer un calendrier d'actions.

Deuxième indice : la réalisation effective d'un certain nombre d'actions militantes de terrain au cours du mois d'octobre. Trois tracts spécifiques ont été édités et distribués : contre le projet de rétablissement de la peine de mort, contre les lois dites « sécuritaires » et contre les spéculateurs immobiliers exploitant la misère humaine. Ce dernier tract ayant donné lieu à une intervention de nos militants rue de Lancry devant un immeuble exploité par un de ces « marchands de sommeil ».

Ces débuts sont prometteurs mais il ne faut pas se cacher que ces actions sont menées par une petite équipe, équipe dynamique mais pas encore assez nombreuse pour nous permettre une présence importante sur le terrain. Cette réflexion fut le sens de l'intervention d'Hugues Bouchu, délégué régional, au cours du pot très réussi organisé par la Fédération le 5 novembre à l'occasion de la sortie du livre de Bertrand Renouvin.

C'est donc par un appel à la « responsabilisation » des lecteurs et sympathisants qui adhèrent à notre projet politique que nous concluons. Nous les invitons à rejoindre les militants de la « fédé » et à prendre contact avec Hugues Bouchu pour savoir comment concrétiser leur aide.

Yvan AUMONT

Le nouveau livre de Bertrand Renouvin

« Derniers jours avant la révolution »

Il faut désormais préparer le changement. Pour la justice et la liberté. Pour la ville et la citoyenneté. Pour le travail et la solidarité. Deux siècles après le 14 juillet 1789, un royaliste annonce la révolution afin que nous redonnions sens à l'histoire. C'est bien ce que le monde attend de nous.

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ Commande « Derniers jours avant la révolution » au prix de 135 F franco.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Le nerf de la guerre

La nouvelle liste de souscripteurs que nous publions montre combien nos lecteurs se sont mobilisés pour nous sortir de notre mauvaise passe financière. Nous adressons un grand merci à tous ceux qui ont tenu à nous envoyer leur participation même modeste. Il nous manque encore 8000 F pour atteindre l'objectif fixé. Si ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore réagi le faisait rapidement nous devrions être bientôt sorti de nos problèmes les plus criants. Je vous en remercie d'avance

Y.A.

Serge Avice 100 F - Edmond Baur 250 F - Jean-Paul Bourdeau 500 F - Christian Coudair 100 F - Jean-Michel Dejenne 50 F - Jean-Marie Diligent 100 F - Thierry Drezel 300 F - Dominique Durand 3000 F - Pierre-J. Durbise 100 F - Georges de Fourcauld 100 F - André Gallière 100 F - Jean-François Giustiniani 100 F - Jean Gonthier 150 F - Maurice Mintz 250 F - Etienne Ozenne 30 F - Michel Paris 250 F - Philippe Parisy 50 F - Jean-François Pasquier 350 F - Thierry Roudet Haquette 150 F - Un anarcho-royaliste de Washington 250 F - Alain Tardieu 200 F - Jean-Marie Tissier 100 F

Total de cette liste 6580 F

Total précédent 26 424 F

Total général 33 004 F

MINITEL

Le serveur minitel 3615 ROYAUTE a ouvert une rubrique « Les tribunes royalistes » grâce à laquelle il est possible de nous interroger directement. N'hésitez pas à en profiter.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Lettre ouverte à Jacques Chirac

Monsieur le Premier ministre,

Dans son principe et dans ses motifs, cette lettre avait été décidée plusieurs jours avant l'annonce de votre candidature. Celle-ci ne modifie en rien ce que j'ai à vous dire, mais elle m'oblige à préciser que mes approbations et mes critiques n'indiquent rien quant au choix que nous ferons. Libres de toute allégeance et rebelles à toute complaisance, nous entendons seulement prendre part au débat que vous voulez ouvrir.

De ce point de vue, votre entrée en campagne est une bonne nouvelle pour la démocratie.

- Elle permet de sortir du jeu hypocrite que l'hôtel Matignon s'efforçait d'imposer à l'actuelle majorité, mais aussi à tous les citoyens qui souhaitent connaître sans tarder les intentions et les projets des uns et des autres.

- Elle permet d'échapper au piège des sondages, qui ne sont ni scientifiques ni démocratiques, mais qu'on voudrait utiliser pour arbitrer le conflit qui ravage la majorité. Les sondages ne doivent pas priver les citoyens de leur liberté de choix au premier tour, entre les diverses tendances de la droite et entre les différents partis de gauche.

- Elle permet enfin de démonter la mécanique pernicieuse des « primaires » à l'américaine. L'élection présidentielle n'est pas principalement l'affaire des partis : puisque l'enjeu est la fonction arbitrale, la compétition concerne des personnes qui prétendent avoir cette vocation et qui tentent de la faire valoir par

le dialogue direct avec les citoyens. Aucun parti, aucune manœuvre d'appareil ne doit priver de leur liberté d'appréciation, qui est d'autant plus grande que le premier tour de l'élection présidentielle joue le rôle des « primaires ». A cet égard vous êtes dans la tradition gaulliste, et M. Pasqua la contredit.

J'en viens à vos intentions, qui me paraissent louables. Présenter une politique de changement, en indiquant déjà qu'elle se fera dans le souci prioritaire de la



lutte pour l'emploi et contre l'exclusion, c'est attirer d'emblée la sympathie. Mais vous savez bien que tous les candidats feront cette même promesse. Pour retenir l'attention, pour obtenir une décision en votre faveur, il vous faudra présenter un projet global, pleinement cohérent, fortement articulé, au lieu de multiplier les « effets d'annonce ».

Vous devrez mettre d'autant plus de soin à cette élaboration que vous donnez depuis vingt ans le spectacle attristant de convictions successives et contradictoires. Après une politique ultra-libérale entre 1986 et 1988, après vos propos xéno-

phobes, après vos ambiguïtés sur les questions européennes, vous paraissez vous rapprocher de la tradition gaulliste en affirmant votre souci de l'autorité de l'État, de la justice sociale, du rang de la France dans le monde. Ce langage fait précisément écho à notre propre préoccupation, mais les variations de votre trajectoire nous font souhaiter des engagements précis.

Puisque la politique gaullienne se fonde sur une conception historico-juridique de la nation, nous attendons de vous une condamnation sans équivoque de la xénophobie d'État et de toutes les dispositions qui portent atteinte à notre traditionnel droit du sol. Puisque la politique économique gaullienne s'est caractérisée par la planification souple, l'économie mixte et la politique des revenus, nous attendons la mise en oeuvre d'un plan digne de ce nom, la nationalisation de secteurs et d'entreprises stratégiques (à commencer par la nationalisation de l'eau comme le propose Philippe Séguin), et une politique fiscale fondée sur le principe de justice, qui serait par conséquent impitoyable pour les profits spéculatifs, les avantages matériels indus et les rentes de situation. La condamnation du quinquennat et la présentation élaborée d'un projet pour la Grande Europe figurent bien entendu parmi les exigences minimales, pour tout candidat qui se réclame d'un gaullisme conséquent.

Nous avons toujours souhaité que la fidélité au général de Gaulle inspire profondément le projet de la nation. L'occasion se présente à vous, pour la dernière fois, de rassembler par-delà les habituelles frontières et de vous libérer, du même coup, des pesanteurs politiques et sociales qui ont jusqu'à présent entravé votre marche. N'hésitez pas à vous inscrire, enfin, dans le droit fil de votre tradition - et de notre histoire.

Bertrand RENOUVIN